

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



52291

Distr.
GENERALE



E / CN.14 / 476
E / CN.14 / BUD / 13
14 avril 1970

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NOT TO BE TAKEN OUT

STAGE DE FORMATION SUR L'HARMONISATION
DES BUDGETS ET DES PLANS A L'INTENTION
DES PAYS ANGLOPHONES
(Addis-Abéba, 16 février - 18 mars 1970)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I Introduction - - - - -	1 - 2	1
II Séance d'ouverture - - - - -	3	1
III Organisation des travaux - - - - -	4 - 10	2 - 4
IV Observations générales - - - - -	11 - 13	5 - 7

ANNEXES

- I Calendrier du Stage
- II Liste des participants
- III Liste des documents
- IV Liste des monographies rédigées par les participants

I. INTRODUCTION

1. Le Stage de formation sur l'harmonisation des budgets et des plans a été organisé en application de la résolution 207(IX) adoptée par la Commission économique pour l'Afrique à sa neuvième session, dans laquelle elle prie le Secrétaire exécutif de continuer à aider les Etats membres à améliorer leur système budgétaire et à renforcer leurs institutions financières aux fins d'une mobilisation plus efficace de leurs ressources intérieures.
2. Dans sa lettre du 19 août 1969 invitant les gouvernements intéressés à désigner des participants à ce Stage, le Secrétaire exécutif a déclaré : "En raison de l'importance que revêt le budget comme instrument de répartition des ressources limitées et d'application d'une politique de développement économique, il importe de créer à l'intention des fonctionnaires des services de formation aux techniques budgétaires modernes et aux méthodes d'harmonisation du budget et du plan".

II. SEANCE D'OUVERTURE

3. Le Stage a été officiellement ouvert le 16 février 1970 par Son Excellence Ato Bulcha Demaksa, Vice-Ministre éthiopien des finances. Dans son allocution d'ouverture, il a esquissé le rôle et les attributions des organismes de financement et de planification et il en a souligné l'importance cruciale pour le développement. Il importe que ces organismes ne perdent pas un temps précieux à définir et à redéfinir leur mandat tous les ans. L'objet du Stage a été exposé dans une allocution de M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la CEA qui a particulièrement insisté sur la nécessité d'offrir une formation professionnelle portant sur les aspects pratiques de l'introduction des techniques nouvelles ou perfectionnées de classification et de gestion budgétaires. Il a exhorté les pays africains à accroître à un rythme toujours croissant le volume de l'épargne mobilisée en vue du développement, de telle sorte que le stade de la croissance économique autonome puisse être atteint aussi rapidement que possible.

III. ORGANISATION DES TRAVAUX

4. On trouvera à l'annexe I l'emploi du temps et le programme des études qui montrent qu'à côté de la présentation théorique et de la discussion de différents sujets, une grande place a été faite aux exercices pratiques dans les domaines suivants :

- i) reclassification économique et fonctionnelle des budgets;
- ii) élaboration, examen et approbation des projets;
- iii) principes et techniques de la prévision des recettes et des projections des ressources;
- iv) introduction de la technique du budget-programme.

5. On trouvera à l'annexe III une liste des études et documents qui ont servi de documentation générale pour le Stage. Les publications des Nations Unies figurant sur la liste ont été obtenues grâce au concours de la Division des finances publiques et des institutions financières, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. La plupart des autres documents mentionnés ont été mis à la disposition des participants non seulement aux fins d'étude et d'utilisation pendant le Stage, mais aussi comme importants documents de référence pour l'avenir. Durant le Stage on s'est référé très souvent à l'étude de la CEA intitulée "Harmonisation des procédures et politiques fiscales et budgétaires avec la planification du développement"^{1/} et aux publications suivantes des Nations Unies :

- i) manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat;
- ii) comptabilité publique et exécution du budget;
- iii) manuel de l'établissement des budgets-programmes;
- iv) Manual of Income Tax Administration;

^{1/} Document de la CEA E/CN.14/BUD/11.

- v) Manual of Land Tax Administration, ainsi qu'à différents rapports et documents connexes concernant des réunions d'études régionales et interrégionales qui avaient été consacrées à des questions budgétaires. Outre ces documents, les textes des 24 conférences données durant le Stage ont été établis et distribués aux participants 1/.

6. En raison de son orientation pratique, ce Stage, le premier de son genre organisé en Afrique, a été suivi par 15 fonctionnaires des cadres moyens et supérieurs chargés du budget et du plan appartenant à dix pays d'expression anglaise. Eu égard à la nécessité urgente de former du personnel dans les domaines de la gestion budgétaire et de l'administration fiscale, on prévoit d'organiser à l'avenir des stages analogues de formation intensive à l'intention des pays francophones et d'autres pays anglophones. A la fin du cours, M. Prosper Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, a remis des certificats aux stagiaires ayant participé activement et assidûment aux travaux. En félicitant les participants d'avoir terminé le Stage avec succès, M. Rajaobelina a annoncé que la CEA attribuerait un rang de priorité élevé à l'organisation de stages analogues au cours des années à venir, afin de contribuer à la solution des problèmes que pose la pénurie de personnel qualifié aux organismes chargés de l'établissement du budget et du plan dans les pays africains.

7. Les gouvernements intéressés ont pris à leur charge la totalité des frais de voyage et des indemnités journalières de subsistance des participants au Stage. Dans deux cas seulement, les dépenses engagées ont été remboursées au titre de bourses de perfectionnement du PNUD qui ont été imputées sur les fonds de l'assistance technique mis à la disposition des pays intéressés. Ce fait manifeste clairement l'intérêt que portent les pays africains à l'amélioration de leur système budgétaire. Ce Stage a été une nouvelle contribution aux efforts déployés par les pays africains en vue de poursuivre par leurs propres moyens les objectifs arrêtés dans le domaine du développement économique et social.

1/ Voir document E/CN.14/BUD/12.

8. Des discussions à bâtons rompus qui ont eu lieu dans le cadre et en marge du Stage, ont révélé que ce Stage a été d'une grande utilité pour les participants. A la clôture du Stage, M. Rudolph Johnson, haut fonctionnaire chargé de la recherche au Département libérien du plan, parlant au nom des participants, a proposé d'établir une Association des fonctionnaires africains chargés de l'harmonisation des budgets et des plans et d'organiser de temps à autre des stages d'entretien sur l'harmonisation des budgets et des plans qui se tiendraient sous les auspices de la CEA. Il a aussi suggéré la publication d'un bulletin régulier consacré aux problèmes de l'harmonisation des budgets et des plans intéressant les pays africains.
9. Au titre des conditions du Stage, les participants ont dû rédiger des études analytiques portant sur des aspects importants des cours du point de vue de leur pays d'origine. Ces études constituent une documentation très précieuse sur les résultats acquis en Afrique dans les domaines suivants : système budgétaire, élaboration des projets, prévision des recettes, reclassification économique et fonctionnelle, coordination du budget et du plan et établissement de budgets-programmes.
10. En raison de la nature complexe des problèmes que pose l'harmonisation des budgets et des plans, on a élaboré le programme du Stage en tenant compte de matières relevant de différentes disciplines. Les sujets étudiés entraient dans les catégories suivantes : administration publique, planification, gestion budgétaire et financement (intérieur et extérieur) du plan. Grâce à ce choix, les participants ont pu se faire une idée plus complète de la question et, partant, situer dans leur contexte les problèmes relatifs à la coordination des budgets et des plans qu'ils seront appelés à étudier et à résoudre.

IV. OBSERVATIONS GENERALES

11. On peut résumer comme suit certains enseignements tirés de ce Stage pilote :

(i) dans les pays africains, il faut s'attacher par priorité à améliorer le système budgétaire afin de l'adapter aux conditions requises pour l'élaboration de la politique économique, aussi que pour l'établissement et la mise en oeuvre des plans de développement;

(ii) si les stages de formation de ce genre étaient régulièrement organisés pendant quatre ou cinq ans, ils permettraient dans une grande mesure de réduire la pénurie de personnel qualifié qui, en l'état actuel de choses, constitue l'obstacle essentiel entravant la mise en oeuvre rapide des mesures indispensables de réforme budgétaire;

(iii) outre les cours centralisés comme celui qui fait l'objet du présent rapport, il est absolument nécessaire de créer à l'intention des fonctionnaires du budget, des finances et du plan des différents Etats, des moyens de formation en cours d'emploi, afin de renforcer les services appelés à s'acquitter des nouvelles fonctions propres au processus de planification du développement économique. On estime que chaque pays doit pouvoir grouper, à partir de ses propres ressources, les éléments compétents capables de dispenser cette formation. La CEA pourrait fournir aux différents pays pendant 2 ou 3 semaines une assistance technique pour l'organisation de cours nationaux de courte durée sur les techniques budgétaires;

(iv) il importe absolument de remplacer les prévisions de recettes et les projections de ressources fondées très sommairement sur les tendances passées par des techniques appropriées qui rapportent l'accroissement des recettes à caractère fiscal et non fiscal à une analyse réaliste des tendances qui se font jour dans l'économie. Il semble urgent d'adopter progressivement un système plus rationnel de prévision des recettes qui s'insérerait, avec une fonction déterminée, dans le processus général de l'établissement du plan et du budget;

(v) aux fins de la mobilisation des ressources, l'élaboration de prévisions réalistes des dépenses de l'Etat revêt, par ses effets sur la position nette des ressources, une importance aussi grande que la prévision réaliste des recettes. Pour établir ces prévisions, il faut regrouper dans toute la mesure du possible les différents départements ministériels selon les travaux dont ils s'acquittent de telle sorte que certaines normes puissent être définies et appliquées au calcul de l'augmentation des dépenses d'exécution des projets.

A cet égard, il faut s'attacher tout particulièrement à établir une estimation des obligations périodiques qu'impliquent les réalisations issues des projets de développement, plus spécialement dans les secteurs sociaux;

- vi) pour harmoniser les règles et les politiques fiscales et budgétaires d'une part, la planification du développement, d'autre part, il est absolument essentiel de mettre au point et d'arrêter des règles appropriées pour l'élaboration, l'examen critique et l'approbation de projets de développement et de faire en sorte qu'elles soient appliquées dans les plans et dans les budgets. Il importe de réaliser d'urgence des progrès dans ce domaine;
- vii) avant de procéder à l'établissement du budget annuel, il faut, dans toute la mesure du possible, élaborer un plan annuel qui constituerait un instrument utile pour la formulation d'une politique fiscale et monétaire rationnelle, en égard à l'évolution de la situation économique du pays. La chronologie de la préparation du plan annuel doit être étroitement intégrée avec le calendrier adopté pour l'élaboration du budget annuel;
- viii) dans le plan annuel il faut exposer d'une manière aussi détaillée et aussi précise que possible les quantités de devises étrangères nécessaires au regard des objectifs de développement du secteur public et du secteur privé. Il faudra faire correspondre ces besoins en devises au montant probable des ressources disponibles (recettes du pays même et sources extérieures);
- ix) dans tous les services de l'Etat et dans tous les organismes publics, l'établissement du budget doit être considéré comme un processus continu. Dans le cas particulier du budget de développement, les phases préliminaires d'élaboration des projets, leur mise au point et leur approbation par les autorités compétentes doivent être achevées avant que les projets soient incorporés dans le programme de développement;
- x) il serait bon que chaque pays forme des critères relatifs aux dépenses de développement, qui seraient appliqués pour les diverses phases particulières du plan. Il en résulterait la discipline, l'uniformité, la clarté et la précision si nécessaires pour l'établissement des prévisions de dépenses dans le plan et le programme de développement; ce système faciliterait aussi l'application de ces critères à la classification budgétaire et comptable;

- xi) chaque pays devra élaborer dès que possible des programmes échelonnés dans le temps pour l'introduction des techniques budgétaires nouvelles et des mesures de réforme. Pour l'essentiel les objectifs des réformes budgétaires pourraient être les suivants :
- a) classification économique et fonctionnelle du budget;
 - b) adoption d'un système de budget-programme, en procédant par étapes bien déterminées selon les conditions propres à chaque pays;
 - c) procéder à une réforme appropriée de la présentation du budget et de la classification des comptes afin de rationaliser la distinction entre les dépenses renouvelables et les dépenses d'équipement de manière que le budget devienne un meilleur instrument pour l'élaboration de la politique économique;
 - d) simplification générale des règles à appliquer pour l'élaboration, l'examen critique et l'application des prévisions budgétaires afin de faciliter une gestion financière rationnelle et de prévenir les retards dans l'arrêté des comptes.
- xii) les différentes mesures qui doivent être prises pour atteindre les objectifs énumérés ci-dessus, peuvent être divisées dans les deux catégories suivantes :
- a) mesures à appliquer à court terme;
 - b) mesures à appliquer à long terme.

12. S'il est possible de procéder sans délai à la reclassification économique et fonctionnelle du budget, le passage vers l'établissement de budgets-programmes doit s'étendre sur une période plus longue.

13. En résumé, le Stage a mis en évidence une multiplicité de problèmes dans les domaines de la gestion fiscale et budgétaire qui réclament une attention continue au niveau à la fois national et régional si l'on veut harmoniser les budgets et les plans dans les pays africains en voie de développement. De toute évidence les stages de ce genre sont d'une grande utilité parce qu'ils révèlent la nature des problèmes en jeu et qu'ils font envisager des moyens pratiques de les résoudre.

Annexe I. PROGRAMME DU STAGE DE FORMATION SUR L'HARMONISATION DES BUDGETS
 ET DES PLANS

Première semaine (16-29 février 1970)

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Lundi 16/2/70	Inscription des participants.		14 h 30
		<u>Introduction</u> M. I.A. Malik, Directeur du Stage	
	Ouverture du Stage et allocu- tion de bienvenue aux parti- cipants.	S.E. Ato Bulcha Demeksa Vice-Ministre éthiopien des finances	15 h 30
	Déclaration sur les objectifs du Stage.	M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la CEA	
Mardi 17/2/70	Conférences :		
	i) Rapports entre l'élabora- tion du plan et l'établis- sement du budget de l'Etat.	M. I.A. Malik	10 h - 11 h 30
	ii) Divergences entre le plan et le budget et mesures nécessaires pour assurer une coordination étroite entre le plan et le budget.	ditto	12 h - 13 h
	iii) Constitution de groupes pour les travaux pra- tiques et choix par les participants des sujets devant faire l'objet d'exposés écrits.	M. I.A. Malik en coopération avec MM. Bassi et Bauna	15 h - 18 h

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Mercredi Conférences :			
18/2/70			
	i) Mesures à prendre par l'administration publique en vue de l'élaboration et de la mise en oeuvre des plans de développement; questions d'organisation et de gestion et responsabilité administrative.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h 30
	ii) Discussion de l'exposé.	M. I.A. Malik, CEA	12 h - 13 h
	iii) Exposés des participants originaires du Libéria, du Swaziland, de la Libye et du Soudan sur les pratiques budgétaires suivies dans leurs pays, discussion des exposés sous l'angle de l'harmonisation des budgets et des plans.	MM. J.R. Johnson, E.P. Tshabalala, A.A. Fehri, G.M. Adlan, B.O. Beshir et H.A. Gadir	15 h - 18 h
<hr/>			
Jeudi	Fête légale éthiopienne (Journée des martyrs)		
20/2/70			
<hr/>			
Vendredi	Conférences et discussions		
21/2/70			
	i) Planification régionale et budgets régionaux.	M. E.B. Alayev, CEA	10 h - 11 h 30
	ii) Rôle et attributions de l'organisme central de planification et ses rapports avec le ministère des finances.	M. I.A. Malik, CEA	12 h - 13 h

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
	iii) Exposés par les participants originaires du Ghana et du Botswana sur les pratiques budgétaires suivies dans leurs pays, discussion des exposés sous l'angle de l'harmonisation des budgets et des plans.	MM. R.S. Aggrey A.B. Klu et B.I. Gasennelwe	15 h - 18 h
Samedi 21/2/70	Exposés par les participants originaires de la République-Unie de Tanzanie, de la Somalie et de la Zambie sur les pratiques et procédures budgétaires suivies dans leurs pays, discussion des exposés sous l'angle de l'harmonisation des budgets et des plans.	MM. B.E. Ungele, M.K. Hashi et G.A. Zaza	10 h - 11 h 30
	Conférence et discussion sur une étude de la reclassification et de la gestion budgétaires en Ethiopie.	M. P.J. Bassi, CEA	12 h - 13 h
Deuxième semaine (23-27 février 1970)			
Lundi 23/2/70	Conférences et discussions		
	i) Présentation du budget et base des décisions concernant le budget.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h
	ii) Classification économique et fonctionnelle du budget de l'Etat et importance du budget.	M. S.J. Bauna avec le concours de M. I.A. Malik, CEA	11h 15 - 13 h

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Lundi 23/2/70	iii) Principes et règles de présentation pour la reclassification économique et fonctionnelle du budget de l'Etat.	- do -	
Mardi 24/2/70	Conférences et discussions		
	i) Rôle du secteur public dans l'action en faveur du développement économique des pays africains.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h 30
	ii) Eléments constitutifs du secteur public et mobilisation des ressources par le secteur public.	- do -	12 h - 13 h
	iii) Etudes et recherches.	Participants	15 h - 17 h
	iv) Conférence et discussion, techniques de prévisions les recettes et projections des ressources intérieures en vue de l'établissement du plan.	M. I.A. Malik, CEA	17 h - 18 h
Mercredi 25/2/70	Conférences et discussions		
	i) L'établissement du budget envisagé sous l'angle de la gestion.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h
	ii) L'établissement de budgets-programmes, leurs avantages et limitations.	M. P.J. Bassi, CEA	11 h - 12 h
	iii) Les limites posées au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques et les organismes semi-publics.	M. M.P. Mazinge, CEA	12 h 15 - 13 h 15

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Mercredi 25/2/70	iv) Etudes et recherches.	Participants	15 h - 17 h
	v) Discussion sur l'établissement de budgets-programmes.	M. P.J. Bassi en coopération avec M. Malik, CEA	17 h - 18 h
Jeudi			
Conférences et discussions			
26/2/70	i) Classification fonctionnelle.	M. P.J. Bassi, CEA	10 h - 11 h
	ii) Le problème de la mesure des travaux et de l'établissement de coûts unitaires.	- do -	11 h 30 - 13 h
	iii) Etudes et recherches, travaux pratiques.	Participants, M. P.J. Bassi en coopération avec M. Malik, CEA	15 h - 17 h 17 h - 18 h
Vendredi			
Conférences et discussions.			
27/2/70	i) Contrôle budgétaire et son rapport avec le développement, conditions préalables à un système budgétaire rationnel, comparaison du système budgétaire traditionnel et des notions modernes de gestion budgétaire.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h 11 h 30 - 13 h
	ii) Etudes et recherches	Participants	15 h - 17 h
	iii) Travaux pratiques de reclassification économique et fonctionnelle.	M. I.A. Malik, CEA	17 h - 18 h

Troisième semaine (2-6 mars 1970)

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Lundi 2 mars 1970	Fête légale éthiopienne (Bataille d'Adoua).		
Mardi 3/3/70	Conférences et discussions.		
	i) L'administration des finances, ses objectifs et la nature de la responsabilité financière publique.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h
	ii) Etablissement et adoption du budget, comptabilité, vérification des comptes et contrôle des opérations du Trésor, Commission des comptes publics.	- do -	11 h 30 - 13 h
	iii) Comparaison sommaire du système budgétaire des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France.	- do -	
	Etudes et recherches	Participants	15 h - 17 h
	Conférence et discussion, modalités d'établissement, d'évaluation, et d'approbation des projets de développement et leurs incorporation dans les plans et dans les budgets.	M. I.A. Malik, CEA	17 h - 18 h

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Mercredi 4/3/70	Travaux pratiques d'élaboration de projets.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h 30
	i) Projets hypothétiques, construction d'un hôpital de 100 lits dans une cité de fonctionnaires au Ghana.	- do -	12 h - 13 h
	ii) Etudes et recherches.	Participants	15 h - 17 h
	iii) Projets hypothétiques, construction de la route Addis-Abéba - Nairobi.	M. I.A. Malik, CEA	17 h - 18 h
Jeudi 5/3/70	i) Conférence et discussion, passage progressif vers l'établissement budgets-programmes.	M. P.J. Bassi, en coopération avec M. Malik, CEA	10 h - 11 h 30
	ii) Travaux pratiques l'établissement de budgets-programmes.	- do -	
	iii) Travaux pratiques et discussions : les problèmes et les méthodes de la prévision des recettes fiscales.	M. I.A. Malik, CEA	12 h - 13 h
	iv) Etudes et recherches.	Participants	15 h - 17 h
	v) Conférence et discussion. Coordination de l'élaboration et de la mise en oeuvre du plan.	M. B. Reeskamp	17 h - 18 h

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Vendredi 6/3/70	Conférences et discussions		
	i) Mesures et organes nécessaires pour le contrôle de la mise en oeuvre et pour l'évaluation du rendement.	M. B. Benzineb, CEA	10 h - 11 h 30
	ii) Etude de l'état d'avancement et des résultats obtenus en matière d'établissement de budgets de développement.	M. I.A. Malik, CEA	12 h - 13 h
	iii) Etudes et recherches.	Participants	15 h - 18 h
Quatrième semaine (9-13 mars 1970)			
Lundi 9/3/70	Discussion avec les participants sur les difficultés pratiques qui se posent dans leurs pays notamment dans le domaine de l'analyse économique et des prévisions de recettes.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 13 h
	Etudes et recherches.	Participants	15 h - 17 h
Mardi 10/3/70	Travaux pratiques et discussions analyse économique et prévisions des recettes.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 13 h
	Visite au Ministère éthiopien des finances et au Centre de calcul.	Ato Wolde Mariam et M. Pomykay, Conseiller budgétaire auprès du Gouv. imp. éth.	15 h - 18 h

Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques			
Date		Responsable	Heures
Mercredi 11/3/70	La comptabilité patrimoniale en tant qu'auxiliaire de l'établissement des budgets-programmes.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h 30
	Travaux pratiques et achèvement des monographies.	Participants "	12 h - 13 h 15 h - 18 h
Jeudi 12/3/70	Conférences et discussions		
	Financement du plan :		
	i) Ressources intérieures, impôts et taxes, emprunts, petite épargne et financement du déficit.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 10 h 45
	ii) Ressources extérieures.	M. O.H. Abdel-Salam, CEA	10 h 45 - 11 h 45
	iii) Les problèmes que posent le coût élevé des projets assistés et le service de la dette publique.	M. W. Plamecki, CEA	12 h - 13 h
	Etudes et recherches	Participants	15 h - 17 h
	Travaux pratiques.	"	17 h - 18 h
Vendredi 13/3/70	Conférences et discussions		
	Rôle de l'industrie et du commerce en tant que moyens d'élargir la base pour la mobilisation des ressources budgétaires.	M. J.H. Martin, CEA	10 h - 11 h
	Les codes des investissements en Afrique.	M. A.M. Akiwumi, CEA	11 h 30 - 12 h 30
	Etudes et recherches.	M. I.A. Malik, CEA	15 h - 18 h

Cinquième semaine (16-18 mars 1970)

Date	Sujets des conférences, discussions et travaux pratiques	Responsable	Heures
Lundi 16/3/70	Conférences et discussions		
	Administration locale et régionale; décentralisation de la planification et adaptation des structures de l'administration locale aux tâches de développement.	M. G.O. Orewa, CEA	10 h - 11 h 11 h 30 - 13 h
	Etudes et recherches.	Participants	15 h - 18 h
Mardi 17 /3/70	Conférences et discussions		
	La nécessité de définir un critère pour les dépenses de développement et application de ce critère dans l'élaboration de projets et de programmes.	M. I.A. Malik, CEA	10 h - 11 h
	Visite au barrage de Koka.	Participants avec M. P.J. Bassi	15 h - 18 h
Mercredi 18/3/70	Séance de clôture.		10 h-12 h 30
	Introduction.	i) M. I.A. Malik, CEA	17 h
	Allocution de clôture et remise de certificats.	ii) M. Prosper Rajaobelina, Secrétaire exécutif adjoint de la CEA	
	Vote des remerciements.	iii) M. R.P. Johnson au nom de tous les participants	
	Observations finales.	iv) M. E.K. Nypan, Directeur de la Division du commerce, des affaires fiscales et monétaires de la CEA	

Annexe II. LISTE DES PARTICIPANTS

BOTSWANA

Mr. B.I. Gasennelwe
Assistant Secretary
Ministry of Finance
Botswana

ETHIOPIE

Ato Fantaye Biftu
Economist
Ministry of Finance
Addis Ababa

Ato Adam Tsega
Budget Officer
Ministry of Finance
Addis Ababa

Ato Getachew Negede
Budget Officer
Ministry of Finance
Addis Ababa

GHANA

Mr. R.S. Aggrey
Senior Assistant Secretary
Ministry of Finance
Ghana

Mr. A.B. Klu
Economics Officer
Ministry of Finance
Ghana

LIBERIA

Mr. J.R. Johnson
Senior Research Officer
Department of Planning and Economic
Liberia

LIBYE	Mr. A.A. Fehri Head of Development Unit of Budget Section Ministry of Finance Libye
REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	Mr. B.E. Ungele Administrative Officer Ministry of Treasury Tanzania
SOMALIE	Mr. M.K. Hashi Senior Finance Officer Ministry of Finance Somalia
SOUAZILAND	Mr. E.P. Tshabalala Assistant Secretary Ministry of Finance Swaziland
SOUDAN	Mr. G.M. Adlan Senior Inspector of Finance Ministry of Treasury Sudan
	Mr. B.O. Beshir Inspector of Finance Ministry of Treasury Sudan
	Mr. H.A. Gadir Assistant Inspector Officer Ministry of Treasury Sudan
ZAMBIE	Mr. G.A. Zaza Assistant Secretary Ministry of Development and Finance Zambia

Annexe III. LISTE DES DOCUMENTS

- I. Procédures à adopter pour la formulation et l'examen des projets de développement.
- II. Elaboration du plan annuel et son introduction dans le budget.
- III. Méthodes de prévision des recettes et étude de quelques cas concrets de mobilisation des ressources intérieures dans les pays africains.
- IV. Etude des règles suivies dans certains pays d'Afrique pour :
 - i) la formulation, l'examen et l'approbation des projets de développement;
 - ii) l'établissement du calendrier pour l'élaboration du plan de développement annuel et pour son introduction dans le budget.
- V. Etude du rôle de la politique fiscale et de la gestion budgétaire en Tanzanie.
- VI. Rapports des cycles d'études sur la planification et la gestion budgétaires tenus à Addis-Abéba en octobre 1966 et dans la République démocratique du Congo en décembre 1967, ainsi que les documents de base et les études destinés à ces réunions.
- VII. Le budget de l'Etat et la planification économique dans les pays en voie de développement - document de l'ONU (1966) ST/TAO/SER.C/93, numéro de vente 67.XVI.1.
- VIII. L'administration de la planification du développement national - rapport d'une réunion d'experts tenue à Paris en juin 1964 - ONU.
- IX. Objectifs pour la mobilisation de ressources intérieures par les pays en voie de développement - rapport établi par le secrétariat de la CNUCED, 1968.
- X. Les finances publiques des pays africains - article publié dans le Bulletin économique pour l'Afrique de la CEA - Vol.I. No. 2, juin 1961.
- XI. Quelques aspects des relations entre les finances publiques et le développement industriel dans la sous-région de l'Afrique de l'est - article publié dans le Bulletin économique pour l'Afrique de la CEA - Vol.VII, Nos. 1 et 2, 1967.

- XII. ONU - Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat - document ST/TAA/M/12-ST/ECK/49, No. de vente 58.XVI.2.
- XIII. ONU - Manuel de l'établissement des budgets-programmes - document ST/ECK/89/ST/TAO/SER.C/75, No. de vente 66.XVI.1.
- XIV. ONU - Projet de manuel de comptabilité publique - BRW 2/L.6, avril 1967.
- XV. ONU - Rapport du Séminaire sur l'administration de l'impôt sur le revenu dans les pays africains, Dakar, 1968.
- XVI. GEA - Rapport du Cycle d'études de niveau supérieur sur les problèmes actuels et les besoins de formation dans le domaine de l'administration fiscale - Addis-Abéba, décembre 1965.
- XVII. ONU - Manual of land tax administration including valuation of urban and rural land improvements - ST/ECK/103.
- XVIII. ONU - Manual of income tax administration. Discussion draft prepared by the Harvard Law School, 1967.
- XIX. Taxation and economic development planning in tropical Africa - John F. Duc, MIT PRESS, 1963.
- XX. ONU - Planification en vue du développement économique, No. de vente 64.II.B.3.
- XXI. Financial development plans in West Africa - O.B. Forest - Center for international studies - MIT, 1965.
- XXII. Local taxation in Tanganyika by Prof. E.C. Lee, 1964 - Institute of Public Administration University College, Dar-es-Salaam.
- XXIII. Pamphlet on relationship between planning and Government Budgeting in India by Shiv Naubh Singh.
- XXIV. ONU - rapports de différentes réunions régionales et interrégionales sur des questions budgétaires.
- XXV. "Experience of Pakistan relating to the interconnection between budgeting and planning processes", mémoire rédigé par M. I.A. Malik en sa qualité de consultant de la CEAEQ, pour le quatrième Cycle d'études sur les problèmes de la gestion budgétaire.

- XXVI. Report of the Budget Reform Committee - Government of Pakistan,
Ministry of Finance.
- XXVII. Monographies établies par l'Iran, les Philippines, l'Inde etc.
sur l'établissement de budgets-programmes et sur l'analyse
économique des budgets.

10/10/10
10/10/10
10/10/10
10/10/10

10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10

10/10/10 10/10/10

10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10
10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10
10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10

Annexe IV. LISTE DES MONOGRAPHIES REDIGÉES PAR LES PARTICIPANTS

- 1) Programme and performance budgeting and revenue in Ghana. R.S. Aggrey
- 2) Project formulation in Ghana. Abner Bab Klu
- 3) Economic and functional classification of government transactions in Tanzania 1969-70 budget. B.E. Ungele
- 4) Budget-plan co-ordination in Somalia. M.K. Hashi
- 5) Functional reclassification of the Zambian budget for 1970. G.A. Zaza
- 6) Economic and functional reclassification of the Botswana budget for 1969-70. B.I. Gasennelwe
- 7) Structure of the budget in Libya and the need for functional cum-economic reclassification and adoption of programme/performance budgeting. A.G.A. Fehri
- 8) Revenue forecasting (1970-71 to 1972-73) of Swaziland. E.P. Tshabalala
- 9) The budgetary system of the Sudan and the possibility of applying programme and performance budgeting. G.M. Adlan
- 10) Economic-cum-functional reclassification of the budget of the Democratic Republic of Sudan. B.O. Beshir
- 11) Revenue forecasting in Sudan. H.A. Gadir
- 12) The need for budgetary reclassification in Ethiopia. Getachew Negede
- 13) Budgeting and revenue forecasting in the Republic of Liberia. J.R. Johnson